

Impensés et implicites démographiques de l'extrême-droite italienne

Ces dernières années, l'extrême droite a gagné des électeurs en Europe et dans le monde. C'est dû à l'instabilité politique, la prolifération de fake news, ainsi que la lassitude et le désenchantement d'une partie de la population à l'égard du système politique actuel. Ils constituent un terrain propice à la germination d'idées radicales et populistes des deux côtés de l'échiquier politique. Si l'on peut distinguer un système politique caractérisé par l'instabilité politique, c'est bien l'Italie. Le Telegraph a titré un article intitulé "Britain's transformation into the new Italy is almost complete,"¹ faisant allusion à l'agitation politique qui a régné au Royaume-Uni pendant l'éphémère gouvernement de Liz Truss. La montée de ces idéologies comporte une composante démographique qui explique en partie le grand pouvoir d'attraction des partis dits "extrémistes". Nous étudierons le phénomène de l'extrême droite italienne d'un point de vue démographique, afin d'élucider les raisons de sa grande popularité. On expliquera la notion d'extrême droite, en la rattachant historiquement à l'Italie, avant d'évoquer la natalité, la famille et la défense de ses valeurs de l'extrême droite italienne. Enfin, nous aborderons le phénomène de l'immigration, de la nationalité et de la sécurisation des frontières comme l'un des principaux piliers de leur programme électoral. Pour étayer notre recherche, nous utiliserons des travaux académiques, des théories démographiques et des articles journalistiques.

L'extrême-droite : Un (nouveau) regard sur le passé

Bien qu'elle soit apparue au cours du XIXe siècle, elle atteint son apogée en Europe occidentale dans les années 1930. Sous les dictatures fascistes d'Hitler en Allemagne, de Primo de Rivera et de Franco en Espagne et de Mussolini en Italie. Dans la période d'après-guerre, Von Beyme identifie trois vagues d'extrême droite en Europe², le néofascisme (1945-1955), le populisme de droite (1955-1980) et la droite radicale (1980-2000). Cependant, Cas Mudde ajoute une quatrième vague au début du XXIe siècle. Celle-ci est liée politiquement et électoralement à trois 'crises' : les attaques terroristes du 11 septembre 2001 (et les attaques ultérieures), la grande récession de 2008 et la 'crise des réfugiés' de 2015.³ Elle se caractérise principalement par la dé-marginalisation des idées extrémistes et d'un rapprochement au *mainstream*. Cela conduit à ce qu'elle soit perçue comme des "partenaires de coalition acceptables"⁴ par les partis de droite traditionnels (et même par la gauche comme nous le verrons plus loin dans le cas de l'Italie) pour conserver le pouvoir politique. Une autre caractéristique est la tentative de brouiller la carte politique en échappant au binôme gauche-droite, attirant ainsi toutes sortes d'électeurs, pour la plupart désenchantés par les partis traditionnellement établis. Cette quatrième vague a eu tendance à s'homogénéiser en Europe, où différents partis ont réussi à déstabiliser le statu quo politique, jusqu'à faire partie de gouvernements nationaux. Notamment grâce à "sa capacité à utiliser de

¹ Lynn, « Britain's Transformation Into the New Italy Is Now Almost Complete ».

² von Beyme, « Right-wing Extremism in Post-war Europe »

³ Mudde, La ultraderecha hoy, 39

⁴ *Ibid*, 40

nouvelles technologies, notamment dans le domaine de la propagande politique”⁵. L’homogénéité susmentionnée de l’extrême droite en Europe peut être identifiée comme un phénomène influencé par *The Movement*, un courant idéologique d’inspiration trumpiste et bolsonariste amené en Europe depuis les États-Unis par Steve Bannon. Tout cela a pour but de faire croître l’extrême droite populiste sur le continent.⁶ Avec des penchants nationalistes, xénophobes et traditionalistes, ils ont réussi à occuper l’espace politique vide de la droite en défendant la souveraineté nationale par opposition à l’UE, à l’immigration irrégulière et au mariage égalitaire en mettant en avant les valeurs familiales traditionnelles.

En Italie, les principaux représentants de l’extrême droite contemporaine sont aujourd’hui la *Liga* de Matteo Salvini,⁷ les *Fratelli d’Italia* de Giorgia Meloni et *Forza Italia*, de Silvio Berlusconi. L’extrême-droite contemporaine voit le jour dans les années 1990, avec la *Liga Norte* par Umberto Bossi en 1991. Presque au même moment, Berlusconi a fondé la première version de *Forza Italia* en tant que parti de centre-droit en 1994. Les deux partis connaîtront des victoires et des défaites électorales contre le Parti Démocrate, bien que Berlusconi fût à la tête du gouvernement italien. *Fratelli d’Italia*, quant à lui, est né d’une scission de *Il Popolo della Libertà* (PDL)⁸ en 2012, emportant avec lui l’héritage d’une partie du PDL, ainsi que des partis d’extrême droite l’*Alleanza Nazionale* et le *Movimento Sociale Italiano*.

C’est toutefois après les élections générales de 2018 que l’extrême droite a commencé à occuper une place dans le paysage politique italien. Au cours des années précédant les élections, la *Liga* a commencé à accroître les votes à son égard. C’est en raison de la capitalisation des critiques au gouvernement Renzi à cause de sa gestion de l’arrivée massive de migrants provenant des guerres en Libye et en Syrie. Suivant les courants politiques des pays voisins, comme le Front national en France, Vox en Espagne ou Droit et Justice en Pologne. Salvini obtient suffisamment de voix pour entrer dans le gouvernement de coalition de Conte avec le parti populiste de gauche *Movimento 5 Stelle* (M5S). La montée en puissance de *Fratelli d’Italia* est arrivée quelques années plus tard. Après l’échec des gouvernements de Conte, Mario Draghi propose un gouvernement de coalition *Frankenstein* avec 12 partis de tout l’éventail politique, défini comme un *gouvernement d’unité nationale*. L’un des rares partis à ne pas avoir rejoint la coalition est *Fratelli d’Italia*, qui reste ainsi le principal parti d’opposition. L’instabilité du gouvernement de Draghi a conduit à une rupture dont Meloni a largement pu bénéficier lors des dernières élections en 2022. L’instabilité politique des différents gouvernements de Renzi, Conte et Draghi a accru le mécontentement des Italiens, entraînant une augmentation des votes pour ces partis populistes de droite et d’extrême droite.

Meloni, pro-natalisme et extrême-droite

Giorgia Meloni, élue présidente du Conseil des Ministres le 26 octobre 2022, ancienne partisane de Mussolini, dirige le mouvement postfasciste *Fratelli d’Italia* depuis 2014. Meloni axe ses idées politiques sur le slogan : “Dieu, famille, patrie”. Dans un premier temps, elle souhaite soutenir la natalité italienne avec diverses mesures. Selon l’OCDE, depuis des décennies,

⁵ Forti, *Extrema derecha 2.0 : Qué es y cómo combatirla*, 27

⁶ Stubbley, « Steve Bannon to Set Up Foundation to Boost Far-Right Across Europe ».

⁷ Lors de sa refondation, il a supprimé le mot “Norte” de son nom, éliminant ainsi la composante régionaliste et indépendantiste, faisant appel à une vision plus nationaliste.

⁸ Parti successeur de *Forza Italia*, avec lequel Berlusconi s’est présenté aux élections.

celle-ci baisse, l'indice conjoncturel de fécondité est d'environ 1,5 enfant par femmes en 2021, contre 2,5 en 1950.⁹

La famille est une notion clef et fondamentale dans son programme. Il s'agit de la première thématique abordée, depuis son avènement en politique, où elle défend un modèle familial traditionnel en soutenant vivement la procréation.¹⁰ Son idée est de proposer une prestation sociale de 300 euros, pour la première année d'un enfant et de 260 pour la deuxième année de vie jusqu'à 21 ans.¹¹ Elle compte également instaurer des réductions sur la consommation des produits destinées à la petite enfance et soutenir les communes pour assurer le maintien de la gratuité et de l'ouverture des crèches.¹² À noter également la promotion des crèches d'entreprise, crèches résidentielles et familiales sur le modèle allemand. Elle évoque aussi l'augmentation de la part d'impôts déductibles pour les achats liés aux besoins familiaux.¹³ Tout semble mis en place avec un but incitatif de faire croître à l'échelle nationale la natalité, mais aussi de protéger et d'encadrer les parents en installant des mesures pro-famille, qui se veulent "rassurantes".

Néanmoins, tout ce qui pourrait nuire à la natalité est régulé par son gouvernement. En effet, elle s'oppose fermement à l'avortement et privilégierait d'autres solutions mais ne compte pas revenir sur la loi de 1978, qui autorise l'avortement jusqu'à 12 semaines et 5 mois en cas d'IMG. Dans la presse italienne, elle déclare "je ne veux pas changer la loi, je veux y ajouter des règles."¹⁴ Elle cherche aussi à protéger "l'objection de conscience" des médecins qui refuseraient de pratiquer une IVG.¹⁵ Pour cela, son idée est de réaliser des campagnes de prévention sur la fertilité, des levées de fonds pour aider les femmes seules précaires, afin de les accompagner jusqu'au bout de leur grossesse. Elle prévoit également de soutenir les ménages et les couples bénéficiant des revenus modestes et les aider à l'acquisition du premier logement.

Meloni s'oppose farouchement au lobby LGBT qu'elle considère comme contraire à la famille traditionnelle et voit comme ennemi de la natalité : "*Oui à la famille naturelle, non au lobby LGBT ! Oui à l'identité sexuelle, non à l'idéologie du genre*".¹⁶ Lors d'un discours à Rome en octobre 2019, elle exprime son mécontentement par rapport à l'identité de genre : "parce que la famille est un ennemi, l'identité nationale est un ennemi, l'identité de genre est un ennemi. Pour eux, tout ce qui définit une personne est un ennemi."¹⁷ Elle s'oppose aussi au mariage pour tous et à la GPA, tout ce qui est contraire aux valeurs natalistes

En extrapolant ce thème au contexte international, lorsqu'on sait que la natalité en France est de 1,83 enfants par femme, l'extrême droite française a également opté pour une politique nataliste. Marine le Pen a aussi appelé "à faire des "enfants français comme beaucoup de pays européens l'ont fait."¹⁸ Enfin, on peut dire que cette politique est commune aux gouvernements

⁹ Démographie - Taux de fécondité - OCDE Data.

¹⁰ Franceinfo, Italie : Ce que contient le programme de Giorgia Meloni

¹¹ Darras, « Famille, immigration, jeunesse... Le programme de Giorgia Meloni en cinq points ».

¹² Franceinfo, Italie : Ce que contient le programme de Giorgia Meloni

¹³ *Ibid.*

¹⁴ « Giorgia Meloni : "Non voglio modificare la legge sull'aborto" » - L'Unione Sarda

¹⁵ Franceinfo, « "Meloni est d'autant plus dangereuse qu'elle sera sournoise" ».

¹⁶ LibertadDigital, « La exaltada arenga de Georgia Meloni en el mitin de Vox »

¹⁷ « Des phrases chocs : « Oui à la famille naturelle, non au lobby LGBT ! - 20 minutes ».

¹⁸ AFP, « Européennes : Marine Le Pen appelle à "faire des enfants français" ».

d'extrême droite surtout lorsqu'on sait également que la Hongrie et la Pologne qui y ont eu recours et prévoient probablement de se rapprocher de l'Italie.

Immigration et vieillissement de la population : une corrélation paradoxale

L'extrême droite s'oppose catégoriquement à la migration, bien que l'Italie connaît un déclin démographique depuis une décennie. Dans l'article, "Foreign migrations and population aging in Italy"¹⁹, on expose le déclin démographique et le solde migratoire négatif italien. "Chaque année un nouveau record négatif de natalité est battu avec 385.000 naissances attendues en 2022. Depuis 2015, l'Italie perd chaque année entre 100.000 et 175.000 habitants et la population vieillit."²⁰ L'Italie est donc considérée comme un pays vieillissant de trois ans, chaque décennie.

L'immigration peut jouer un rôle prépondérant dans le phénomène de réduction du vieillissement à condition qu'il soit très important :

"Les politiques actuelles et futures en matière de population en Italie, ainsi que dans d'autres pays à faible fécondité et à vieillissement rapide de la population, devraient combiner des incitations à accroître la fécondité avec les migrations internes en fixant annuellement des quotas, développer des programmes de réinstallation et travailler à une intégration efficace de la population migrante. Cela semble être la seule façon de réduire le rythme du vieillissement de la population - et non de le renverser - et de contrôler ses conséquences démographiques".²¹

L'immigration ne semble pas être une solution à elle seule, mais si elle est conjointe avec l'augmentation de la fécondité.

On peut noter une limite, sur le site du Musée de l'Immigration : "Le recours à l'immigration n'est pas en France une solution au problème des retraites et du vieillissement."²² Selon le démographe François Héran, cité dans la même source : "pour maintenir le ratio des 15-64 ans sur les plus de 65 ans au niveau de 1995, il faudrait faire entrer en France 94 millions d'immigrés d'ici à 2050."²³ Il rappelle également que les immigrés vieillissants s'inscrivent dans ce phénomène. La crise démographique est absente de la campagne électorale italienne et Meloni privilégie l'incitation à la natalité et l'essor des familles, plutôt qu'un recours aux migrations alors que les deux sont corrélés et contribueraient à une croissance démographique tant espérée.

Migration et nationalité : laisser les étrangers dehors

Le contrôle des migrations est un autre pilier fondamental de l'extrême droite italienne. Il y a la promotion de politiques visant à réduire l'immigration et d'autre part, des tentatives pour réduire l'émigration et promouvoir le retour des Italiens à l'étranger. Historiquement, le premier parti qui a commencé à utiliser la migration comme arme politique a été la *Liga Norte*. Ce fut dans les années 1990 avec l'arrivée massive de migrants albanaise, dû à la guerre en Yougoslavie. Ce n'était cependant pas la première fois que la *Liga Norte* utilisait la circulation des personnes

¹⁹ Gesano et Strozza, « Foreign Migrations and Population Aging in Italy »

²⁰ Tosseri, « La crise démographique, grande absente de la campagne électorale italienne ».

²¹ Gesano et Strozza, « Foreign Migrations and Population Aging in Italy », 100

²² Harzoune, « L'immigration peut-elle ralentir le vieillissement de la population ? »

²³ *Ibid*

comme arme politique. Avant les immigrés extracommunautaires, c'était les *terroni*,²⁴ terme utilisé pour désigner de manière péjorative les citoyens italiens du sud du pays, moins développés économiquement que le nord (le même parti politique qui a promu le régionalisme en méprisant ses compatriotes, 25 ans plus tard, recherche la cohésion nationale). Plus tard, en 1995, on a tenté de faire passer dans la loi le décret Dini, qui établissait "le principe de la fermeture stricte des frontières et des expulsions."²⁵ Cependant, en 1998, la régularisation de 217 000 personnes a eu lieu²⁶ et par la suite, après l'adhésion de l'Italie au traité de Schengen, a été contrainte d'adapter certaines de ses politiques frontalières au cadre européen commun. En 2002, le gouvernement Berlusconi a adopté la loi Bossi-Fini²⁷ qui a intensifié les contrôles aux frontières italiennes. En 2008, toujours sous le même gouvernement, une loi a été adoptée qui, pour la première fois, a criminaliser l'immigration clandestine.

La devise reste la même : augmenter les contrôles aux frontières et durcir les politiques migratoires afin de "rétablir la légalité au sein de nos frontières, développer notre territoire et renforcer le tissu social et économique."²⁸ À cela s'ajoutent la sécurité des citoyens, la lutte contre le terrorisme, la corruption, les mafias et l'immigration clandestine (y compris certaines ONG qu'ils accusent de promouvoir l'immigration clandestine). Mais aussi les souhaits d'une "gestion ordonnée des flux légaux, [...] l'inclusion sociale et le travail des immigrants réguliers."²⁹ Ces promesses de campagne politique qui relèvent du racisme, de la xénophobie et d'un certain classicisme, dissimulent l'un des véritables objectifs de l'extrême-droite italienne, qui reste la protection de la société nationale pour empêcher les immigrés en situation irrégulière (généralement pauvres et racisés) de "contaminer la pureté de la nation."³⁰ De cette façon, ils favorisent et donc sélectionnent les immigrants qui peuvent (légalement) *joindre* la société italienne et contribuer au développement du pays et au renforcement du tissu social et économique. La loi de 2008 de Berlusconi a dû créer une exception pour exonérer les travailleurs domestiques de la nouvelle criminalité, car "ces immigrées sont devenues indispensables au bon fonctionnement de la famille, l'un des piliers de la société italienne."³¹ Ainsi, nous pouvons voir comment l'extrême-droite est en mesure d'alléger la pression des politiques migratoires sur les migrants clandestins (généralement des femmes, pauvres et racisées). C'est uniquement lorsqu'elles sont engagées dans le service domestique dans les maisons familiales italiennes et contribuent ainsi à renforcer la cohésion nationale (en tant que citoyens de seconde zone).

D'autre part, on peut souligner l'utilisation démographique de la loi sur la nationalité, basée sur le principe du *jus sanguinis*. Ainsi, la nationalité italienne est accordée à travers celle des parents. Cela rend impossible l'obtention de la nationalité pour les personnes nées en Italie de parents immigrés. En 2015, une réforme de cette loi a été proposée pour assouplir les conditions d'octroi de la nationalité. Celle-ci introduit une version très modérée du *jus soli* pour les enfants nés en Italie de parents immigrés titulaires d'un permis de long séjour. Le *jus culturae*, est

²⁴ Gildas Simon, *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*, 57.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Elle porte le nom de ses premiers signataires, Gianfranco Fini, membre haut placé des partis néo-fascistes, et Umberto Bossi, fondateur de la Ligue du Nord, tous deux membres du gouvernement de Berlusconi.

²⁸ « Fermare l'immigrazione illegale e restituire sicurezza ai cittadini. Programma FdI - 2022 ».

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Pesarini, « "Africa's Delivery Room" », 211

³¹ Gildas Simon, *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*, 55

lorsqu'un enfant arrivé en Italie avant l'âge de 12 ans pourrait obtenir la nationalité après cinq ans d'études dans le système éducatif national. Cependant, l'extrême droite italienne, en pleine campagne électorale, a tenu à bloquer le débat parlementaire sur la réforme pendant deux ans en jouant le jeu des "fake news". "[Sénateur] La Russa a insinué que le projet de loi adopterait une forme de citoyenneté purement fondée sur le jus soli, ce qui n'a jamais été envisagé dans le projet de loi."³² Avec cette nouvelle modification, l'extrême droite a prédit que l'Italie deviendrait "la salle d'accouchement de l'Afrique", où "des flots de femmes africaines viendraient en Italie pour accoucher. En vertu de la loi, ils auraient désormais le droit d'être considérés comme italiens dès la naissance."³³ Cela revient sur la notion de : contamination de la société, rejet des immigrants et durcissement des politiques migratoires pour tenter de réduire le flux d'immigrants arrivant sur le territoire.

En bref, l'extrême droite italienne préconise également la mise en œuvre de politiques visant à freiner l'émigration et à encourager le retour des émigrants italiens vivant à l'étranger. Elle cherche ainsi à éviter une fuite des cerveaux due au manque d'attractivité du pays. En examinant les données de la Banque mondiale, on constate un changement de tendance dans le solde migratoire à partir de 2013.³⁴ Après une décennie marquée par l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants sur le territoire, on a assisté à un déclin jusqu'à des niveaux qui n'avaient pas été enregistrés depuis la fin des années 1990.³⁵ En 2021, le solde migratoire était à l'un des niveaux les plus bas depuis le début des années 1990, avec l'arrivée de seulement 28 021³⁶ personnes de plus que celles qui ont quitté le pays, dont la population totale est de 59 millions d'habitants. Nous pouvons en conclure que l'Italie reste un pays d'immigration, une tendance qu'elle suit depuis plus de trois décennies.³⁷

Conclusion

Voilà pour la démographie de l'extrême droite italienne, un phénomène en pleine expansion, que nous pourrions qualifier de récent, mais qui porte en lui certaines valeurs qui auraient dû rester dans le passé. Dans cette thèse, nous avons analysé les facteurs démographiques qui ont contribué à la montée de l'extrême droite italienne ces dernières années. Tout d'abord, nous avons exploré le contexte historique, politique et culturel de ces partis politiques qui sont apparus au XIXe siècle et qui, après différentes étapes, ont atteint l'époque actuelle dans ce que Cas Mudde définit comme la quatrième vague. Ensuite, nous avons analysé comment Meloni veut résoudre le problème de la natalité et de l'augmentation de la vieillesse en ignorant la migration comme facteur déterminant, à travers des politiques natalistes, à l'essence de la famille et à la rencontre de l'IVG. Cette politique ne semble pas tenir compte de la corrélation potentielle entre l'immigration et le vieillissement. Enfin, les politiques anti-immigration qui assurent un contrôle accru des frontières et les campagnes visant à durcir la loi sur la nationalité en donnant la priorité au droit du sang et en rendant plus difficile l'octroi de la nationalité italienne aux immigrants.

Comme mentionné ci-dessus, ces politiques extrémistes visent à sauvegarder les valeurs traditionnelles et à éviter une "contamination" de la société italienne. Selon l'extrême droite, la

³² Pesarini, « "Africa's Delivery Room" », 210

³³ *Ibid*

³⁴ « Net migration - Italy | Data ».

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*

société italienne est en danger (lien avec la notion du grand remplacement), elle doit être protégée au détriment des plus vulnérables. Selon les dernières données démographiques, avec plus de décès que de naissances et avec un taux d'immigration insuffisant pour compenser la baisse du solde naturel, on assiste à un déclin de la population italienne passant sous le seuil des 60 millions d'habitants. Voyons maintenant ce que l'avenir nous réserve. Dans un pays où le taux de fécondité est en baisse, où la population vieillit et l'espérance de vie est en hausse, cette société qu'ils tiennent tant à protéger finira par s'effondrer. Et là, ça sera trop tard. Si l'extrême-droite veut continuer à être un acteur pertinent et indispensable dans la politique italienne, elle devra chercher des solutions réalistes, loin du marketing politique, pour résoudre les problèmes susmentionnés. Mais pour que l'extrême-droite puisse réellement protéger cette société et atteindre ce niveau de modération, elle devrait brouiller son projet politique. Ils perdraient alors l'identité pour laquelle ils ont tant lutté afin de la créer et de l'imposer ; une identité italienne qui reflète peut-être des échos du passé, mais qui ne reflète à aucun moment le présent de l'Italie, et encore moins son avenir.

Bibliographie

Ouvrages académiques et donnés statistiques :

- « Démographie - Taux de fécondité - OCDE Data ». theOECD. Consulté le 18 janvier 2023.
<https://data.oecd.org/fr/pop/taux-de-fecondite.htm>.
- Forti, Steven. *Extrema derecha 2.0 : Qué es y cómo combatirla*. Siglo XXI de España Editores, S.A., 2021.
- Gesano, Giuseppe, et Salvatore Strozza. « Foreign Migrations and Population Aging in Italy ». *Genus* 67, n° 3 (Octobre-Décembre 2011) : 83–104.
- Gildas Simon, Simon. *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*. Paris : Armand Colin, 2015.
- Mudde, Cas. *La ultraderecha hoy*. Barcelona : Ediciones Paidós, 2021.
- « Net Migration - Italy | Data ». World Bank Open Data | Data. Consulté le 18 janvier 2023.
<https://data.worldbank.org/indicator/SM.POP.NETM?end=2021&locations=IT&start=1960&view=chart>.
- Pesarini, Angelica. « “Africa’s Delivery Room” : The Racialization of Italian Political Discourse on the 80th Anniversary of the Racial Laws ». Dans *Languages of Discrimination and Racism in Twentieth-Century Italy*, 199–220. Cham : Springer International Publishing, 2022. https://doi.org/10.1007/978-3-030-98657-5_9.
- Programme pour relever l’Italie*. Giorgia Meloni, Fratelli d’Italia. Élections politiques du 25 septembre 2022. Traduction : Célio Sierra-Paycha
- von Beyme, Klaus. « Right-wing Extremism in Post-war Europe ». *West European Politics* 11, n° 2 (avril 1988) : 1–18. <https://doi.org/10.1080/01402388808424678>.

Articles journalistiques :

- 20minutes. « Des phrases chocs : «Oui à la famille naturelle, non au lobby LGBT!» ». *20 minutes*, 26 septembre 2022. <https://www.20min.ch/fr/story/oui-a-la-famille-naturelle-non-au-lobby-lgbt-241250337164>.
- Afp. « Européennes : Marine Le Pen appelle à "faire des enfants français" ». *Le Point*, 17 mai 2014. https://www.lepoint.fr/elections-europeennes/europeennes-marine-le-pen-appelle-a-faire-des-enfants-francais-17-05-2014-1824780_2095.php#11.
- Darras, Yanis. « Famille, immigration, jeunesse... Le programme de Giorgia Meloni en cinq points ». *Europe 1*, 26 septembre 2022. <https://www.europe1.fr/international/famille-immigration-jeunesse-le-programme-de-giorgia-meloni-en-cinq-points-4136793>.
- Franceinfo. « Italie : Ce que contient le programme de Giorgia Meloni, la leader d’extrême droite qui pourrait devenir Première ministre ». *Franceinfo*, 26 septembre 2022. <https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/elections-italiennes/italie-ce-que-contient-le->

programme-de-giorgia-meloni-la-leader-d-extreme-droite-qui-pourrait-devenir-premiere-ministre_5381815.html.

Franceinfo. « "Meloni est d'autant plus dangereuse qu'elle sera sournoise" : Des Italiennes craignent pour leur droit à l'avortement ». *Franceinfo*, 2 octobre 2022. https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/elections-italiennes/meloni-est-dautant-plus-dangereuse-quelle-sera-sournoise-des-italiennes-craignent-pour-leur-droit-a-l-avortement_5393410.html.

« Giorgia meloni : "non voglio modificare la legge sull'aborto" - l'unione sarda.it ». *L'Unione Sarda*, 18 septembre 2022. <https://www.unionesarda.it/politica/giorgia-meloni-non-voglio-modificare-la-legge-sullaborto-qnpfwr2c>.

Lynn, Matt. « Britain's Transformation Into the New Italy Is Now Almost Complete ». *The Telegraph*, 16 octobre 2022. <https://www.telegraph.co.uk/business/2022/10/16/britains-transformation-new-italy-now-almost-complete/>.

Stubley, Peter. « Steve Bannon to Set Up Foundation to Boost Far-Right Across Europe ». *The Independent*, 23 juillet 2018. <https://www.independent.co.uk/news/steve-bannon-moving-europe-movement-foundation-far-right-wing-politics-george-soros-a8458641.html>.

Tosseri, Olivier. « La crise démographique, grande absente de la campagne électorale italienne » *Les Echos*, 24 septembre 2022. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-crise-demographique-grande-absente-de-la-campagne-electorale-italienne-1851447>.

Médias numériques :

« Fermare l'immigrazione illegale e restituire sicurezza ai cittadini – Programma Fratelli D'Italia ». Programma Fratelli D'Italia – Elezioni 2022, 2022. <https://www.programmafidi2022.it/fermare-limmigrazione-illegale-e-restituire-sicurezza-ai-cittadini/>.

Harzoune, Mustapha. « L'immigration peut-elle ralentir le vieillissement de la population ? » Musée de l'histoire de l'immigration | Palais de la Porte Dorée, 2022. <https://www.histoire-immigration.fr/economie-et-immigration/l-immigration-peut-elle-ralentir-le-vieillissement-de-la-population>.

LibertadDigital. « La exaltada arenga de Georgia Meloni en el mitin de Vox : "¡Sí a nuestra civilización!" ». YouTube, 13 juin 2022. Vidéo, 1:12. <https://www.youtube.com/watch?v=BBfQiZCsAyU>.